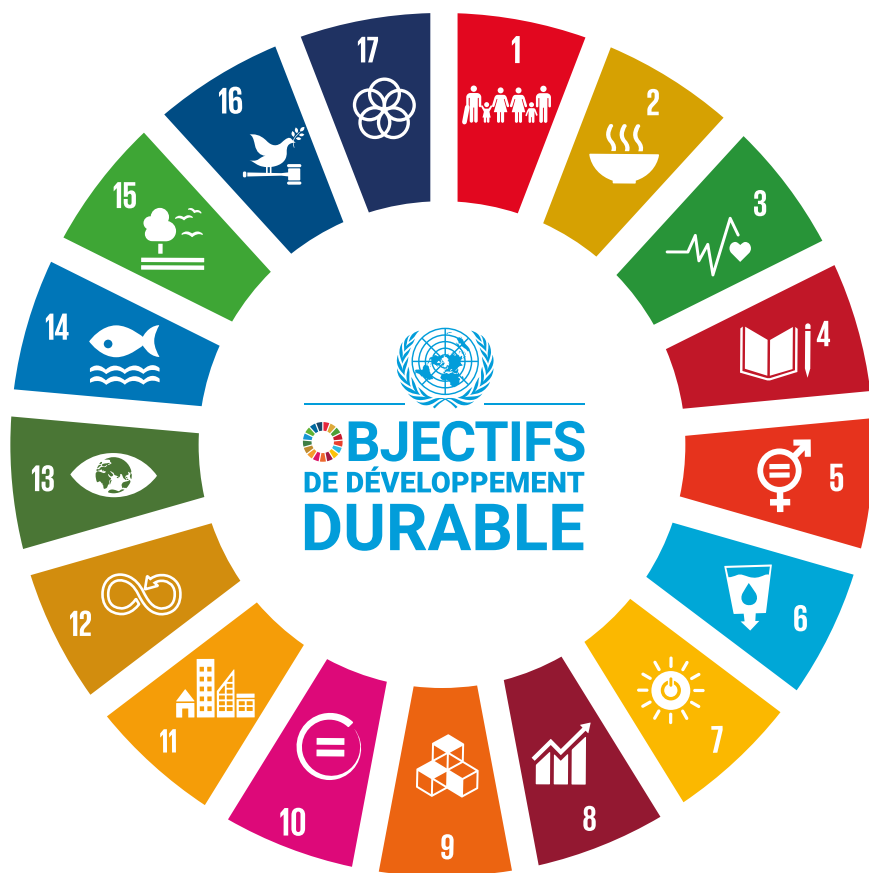




Les transferts de fonds et les objectifs de développement durable

A l'appui de la



Journée internationale
des envois de fonds à la famille
16 JUIN



En 2015, les États Membres des Nations Unies ont lancé un appel à l'action pour éradiquer la pauvreté dans le monde, réduire les inégalités économiques et engager le monde sur une voie plus durable: le [Programme de développement durable à l'horizon 2030](#). Cette entreprise ambitieuse mais réalisable affirme la nécessité d'atteindre [17 Objectifs de développement durable \(ODD\)](#) spécifiques et propose plusieurs moyens de mobiliser les ressources supplémentaires requises pour les atteindre. Parmi ces objectifs, l'ODD 10 vise spécifiquement à garantir des migrations sûres.

Environ 200 millions de travailleuses et travailleurs migrants quittent leur pays d'origine afin d'envoyer des fonds, dans le but de permettre à 800 millions de membres de leur famille de rester dans leur pays et de s'attaquer aux causes profondes de leur propre migration. Il est donc essentiel d'aider les familles qui reçoivent des transferts de fonds à renforcer l'impact de leurs propres ressources sur le développement pour atteindre les Objectifs de développement durable (ODD). La communauté internationale reconnaît désormais les travailleuses et travailleurs migrants ainsi que leurs familles comme des agents de changement et des partenaires clés dans cet effort.

Le potentiel de synergie entre l'ampleur des transferts de fonds et la réalisation des ODD est manifeste: un milliard d'expéditeurs et de destinataires, et un volume estimé à 10 000 milliards d'USD de transferts internationaux vers les pays en développement entre 2015 et 2030.

Au cours des dernières décennies, l'attention s'est principalement portée sur le «côté émetteur» des envois de fonds, en particulier sur les volumes totaux et les coûts de transaction liés aux envois de fonds familiaux, essentiellement depuis les pays développés vers les pays en développement. La dimension mondiale de ce phénomène est impressionnante: 685 milliards d'USD ont été envoyés vers les pays en développement en 2024, dépassant les investissements directs étrangers (IDE) et représentant plus de trois fois l'aide publique au développement (APD). Dans les pays extrêmement fragiles, les envois de fonds représentent la moitié du financement externe du développement.

On estime que 75% des envois de fonds sont consacrés à des besoins immédiats, tandis que les 25% restants – plus de 170 milliards d'USD par an – peuvent être mobilisés pour des objectifs à plus long terme.

Même si l'attention se porte souvent sur les volumes globaux des envois de fonds, le montant qui compte le plus n'est pas mesuré en millions ou en milliards, mais correspond aux 200 ou 300 d'USD envoyés régulièrement au pays. Ce montant représente 60% du revenu total du ménage et, s'il est bien utilisé, il peut grandement améliorer les conditions de vie des migrants et de leurs communautés restées dans leur pays d'origine.

Avec ces montants en apparence modestes, la plupart des familles bénéficiaires s'engagent à atteindre «leurs propres ODD»: réduction de la pauvreté, amélioration de la santé et de la nutrition, accès à l'éducation, amélioration du logement et de l'assainissement,

esprit d'entreprise, inclusion financière, réduction des inégalités et capacité à faire face à l'incertitude en épargnant davantage et en constituant un patrimoine pour assurer un avenir plus stable.

À cet égard, les ODD offrent une occasion unique de faire converger les objectifs des familles bénéficiaires d'envois de fonds, les priorités de développement des gouvernements, et les stratégies du secteur privé pour atteindre les marchés mal desservis, ainsi que le rôle traditionnel de la société civile dans la promotion du changement. Plus précisément:

- (i) **L'inclusion financière et l'éducation financière** des familles bénéficiaires peuvent accroître les possibilités d'épargne et d'investissement formels. Ces mécanismes permettent à leur tour de renforcer le capital humain de ces familles et d'améliorer leurs conditions de vie grâce à une meilleure éducation, santé et qualité du logement.
- (ii) **Les investissements des migrants**, au-delà des simples envois de fonds, peuvent transformer le paysage du développement des communautés locales, à condition que des options appropriées leur soient proposées.
- (iii) L'amélioration des **marchés des transferts de fonds** grâce à un cadre juridique et réglementaire adapté, à une plus grande transparence et à la concurrence peut faire baisser les coûts et fournir davantage de ressources aux familles qui envoient des fonds.

En tant que flux privés, les envois de fonds des migrants ne réduisent ni ne remplacent en aucune façon le besoin de ressources supplémentaires, qu'elles soient publiques ou privées. Toutefois, leur impact potentiel sur le développement ne peut être pleinement réalisé qu'en s'appuyant sur des politiques publiques cohérentes et réalistes, associées à des initiatives du secteur privé.

L'urgence est renforcée par le contexte actuel, dans lequel le déficit de financement des ODD s'est creusé pour atteindre un montant estimé à 4 000 milliards d'USD par an pour les pays en développement. Cela représente une augmentation de plus de 50% par rapport aux estimations antérieures à la pandémie, aggravée par la hausse des niveaux d'endettement et l'accès limité à des financements abordables¹.

Le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières, adopté en décembre 2018, et son objectif 20 offrent une occasion de s'appuyer sur la reconnaissance croissante du rôle essentiel que jouent les envois de fonds des migrants à leurs familles dans la réalisation des objectifs de développement durable des gouvernements, des organisations internationales et des autres partenaires.

La Journée internationale des envois de fonds familiaux (IDFR), pleinement reconnue à l'échelle mondiale, est l'une des initiatives clés mises en œuvre dans le cadre du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières (objectif 20). Elle appelle à une réduction des coûts de transfert et à une inclusion financière accrue par le biais des envois de fonds. La Journée contribue également à la réalisation des ODD et fait progresser le Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Les envois de fonds contribuent à la réalisation des ODD: Une famille à la fois

Les envois de fonds peuvent contribuer à la réalisation des ODD de différentes manières:

- 1. **au niveau des ménages** – en reconnaissant leur impact socioéconomique positif sur le bien-être des familles (ODD 1 à 5);
- 2. **au niveau communautaire** – en appuyant des politiques et des actions spécifiques visant à favoriser les synergies

entre envois de fonds et inclusion financière, encourager la concurrence sur les marchés et la réforme réglementaire, et atténuer les effets négatifs liés au changement climatique (ODD 6, 7, 8, 10, 12 et 13);

- 3. **au niveau international** – en veillant à ce que le Partenariat mondial pour le développement durable revitalisé (ODD 17) et le Pacte mondial pour les migrations favorisent la collaboration entre tous les acteurs concernés.

¹ <https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/2023/08/01/overview-high-level-dialogue-on-financing-for-development/>

1 PAS DE PAUVRETÉ  ODD 1 Mettre fin à la pauvreté sous toutes ses formes partout dans le monde	CONTRIBUTION DES FAMILLES BÉNÉFICIAIRES D'ENVOIS DE FONDS - En moyenne, les envois de fonds représentent jusqu'à 60% du revenu des ménages bénéficiaires. Ils doublent souvent le revenu disponible et aident les familles à faire face à l'incertitude, en leur permettant de se constituer un patrimoine. • Des analyses menées dans 71 pays en développement montrent que les envois de fonds ont un effet significatif sur la réduction de la pauvreté: une hausse de 10% des envois de fonds par habitant entraîne une baisse de 3,5% de la proportion de personnes vivant dans la pauvreté². ACTIONS RECOMMANDÉES <i>Promouvoir</i> un accès abordable et sécurisé aux envois de fonds, du premier au dernier kilomètre, en particulier dans les zones rurales, qui reçoivent 32% de l'ensemble des flux et où les envois de fonds ont le plus d'impact. • <i>Proposer</i> aux familles qui reçoivent des fonds des services financiers et non financiers à valeur ajoutée pour faciliter l'investissement productif de leurs fonds et les aider à consolider leur capital pour se bâtir un avenir plus sûr.
2 FAIM «ZÉRO»  ODD 2 Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire et une meilleure nutrition, et promouvoir le développement durable	CONTRIBUTION DES FAMILLES BÉNÉFICIAIRES D'ENVOIS DE FONDS - La moitié des envois de fonds vers les pays en développement est consacrée à la sécurité alimentaire et à la nutrition³. • On estime à 29 milliards d'USD par an les envois de fonds investis dans les systèmes agroalimentaires⁴. • Les revenus supplémentaires augmentent la demande alimentaire des ménages bénéficiaires, ce qui stimule la production alimentaire nationale et améliore la nutrition, en particulier chez les enfants et les personnes âgées⁵. • Dans les pays à faible revenu d'Afrique, les ménages qui reçoivent des envois de fonds sont 84% plus susceptibles de déclarer n'avoir jamais souffert de pénurie alimentaire⁶. • L'investissement des revenus des migrants dans des activités agricoles crée des possibilités d'emploi. ACTIONS RECOMMANDÉES <i>Développer</i> et renforcer la capacité des familles bénéficiaires à investir et à s'engager directement dans la production agricole, afin d'améliorer la sécurité alimentaire. Cet objectif peut être atteint en renforçant les capacités des prestataires ruraux de services financiers et non financiers, notamment en promouvant les services liés à la production agricole.
3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE  ODD 3 Garantir une vie saine et promouvoir le bien-être à tout âge	CONTRIBUTION DES FAMILLES BÉNÉFICIAIRES D'ENVOIS DE FONDS - Les envois de fonds investis dans les soins de santé – accès aux médicaments, soins préventifs et produits d'assurance maladie – améliorent la santé et le bien-être des ménages bénéficiaires. • Les enfants nés dans ces familles présentent un poids de naissance plus élevé et sont moins susceptibles de décéder au cours de leur première année. • Les envois de fonds ont un effet positif sur les dépenses de santé et contribuent à réduire la malnutrition et la mortalité infantile⁷. ACTIONS RECOMMANDÉES <i>Mettre</i> en place des mesures incitatives pour améliorer les produits d'assurance santé et les canaux de distribution adaptés aux besoins des familles bénéficiaires d'envois de fonds, notamment la possibilité pour les travailleurs migrants de payer directement les primes pour leur famille. • <i>Faciliter</i> la portabilité des droits à pension des travailleurs migrants vers leur pays d'origine. • <i>Intégrer</i> davantage le soutien psychosocial dans les programmes d'éducation financière à destination des migrants et de leurs familles, avant le départ comme après l'installation, afin d'atténuer les effets négatifs de la séparation familiale.
4 ÉDUCATION DE QUALITÉ  ODD 4 Garantir une éducation de qualité inclusive et équitable et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie pour tous	CONTRIBUTION DES FAMILLES BÉNÉFICIAIRES D'ENVOIS DE FONDS - Une des principales raisons pour lesquelles les migrants envoient de l'argent chez eux est de garantir un meilleur accès à l'éducation pour leurs enfants. • Les ménages qui reçoivent des envois de fonds présentent un niveau de scolarisation nettement plus élevé que ceux qui n'en reçoivent pas et consacrent environ un dixième de leurs revenus à l'éducation de leurs enfants. • Les envois de fonds permettent de presque doubler les taux de scolarisation. Les enfants de ces familles – en particulier les filles – sont plus assidus à l'école, enregistrent des taux de scolarisation plus élevés et passent plus d'années sur les bancs de l'école⁸. • Les envois de fonds réduisent sensiblement le risque de travail des enfants. ACTIONS RECOMMANDÉES <i>Faciliter</i> l'épargne régulière, tant du côté des expéditeurs que des bénéficiaires, pour couvrir les frais de scolarité dans le pays d'origine, y compris au moyen de paiements directs effectués depuis l'étranger.

² R.H. Adams Jr, J. Page. Les migrations internationales et les transferts de fonds réduisent-ils la pauvreté dans les pays en développement? World Development, 33 (10) (2005), pp. 1645-1669.

³ FAO (2024) L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde.

⁴ FAO (2024) L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde.

⁵ FAO (2023) L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde.

⁶ I. Sulemana, E. Bugri Anarfo, L. Doabil. Migrant remittances and food security in sub-Saharan Africa: The role of income Classifications, International Migration Review, 57 (2) (2023), pp. 681-706.

⁷ S. Azizi (2018), The impacts of workers' remittances on human capital and labour supply in developing countries, Economic Modelling.

⁸ S. Azizi (2018), The impacts of workers' remittances on human capital and labour supply in developing countries, Economic Modelling.

5 ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES  ODD 5 Réaliser l'égalité des sexes et l'autonomisation de toutes les femmes et les filles	CONTRIBUTION DES FAMILLES BÉNÉFICIAIRES D'ENVOIS DE FONDS • Les femmes représentent plus de 40% des travailleuses et travailleurs migrants dans le monde⁹ (soit plus de 70 millions de personnes) et sont aussi les principales bénéficiaires d'envois de fonds dans de nombreux pays où l'émigration masculine est dominante. • Les changements dans la structure des ménages induits par la migration et les envois de fonds peuvent transformer le rôle économique des femmes, tant du côté des migrantes que des bénéficiaires, en renforçant leur autonomie financière, leur pouvoir de décision et leurs perspectives d'emploi. • Bien que les femmes envoient des montants comparables à ceux des hommes, elles consacrent généralement une plus grande part de leur revenu à des envois réguliers et constants, même si elles gagnent en moyenne moins. ACTIONS RECOMMANDÉES • <i>Reconnaître</i> l'évolution de la composition et des dynamiques familiales liée à la migration, lorsque les femmes migrent de manière autonome ou deviennent de fait cheffes de ménage, et leur donner les moyens de surmonter les préjugés traditionnels liés à l'indépendance financière ainsi qu'au contrôle et à l'utilisation des envois de fonds. • <i>Soutenir</i> l'accès des femmes aux marchés financiers et fonciers, notamment agricoles, en particulier dans les zones rurales, afin de renforcer leur autonomie économique¹⁰. • <i>Investir</i> dans des services de conseil et de formation destinés aux femmes pour répondre à leurs aspirations entrepreneuriales, améliorer la gestion des revenus et, à terme, favoriser le regroupement familial. • <i>Développer</i> des services financiers sensibles à la dimension de genre et produire des données ventilées par sexe afin d'identifier les opportunités et d'éclairer les politiques et l'innovation.
---	---

Au niveau local: ODD 6, 7, 12 et 13

6 EAU PROPRE ET ASSAINISSEMENT  ODD 6 Assurer la disponibilité et la gestion durable de l'eau et de l'assainissement pour tous	CONTRIBUTION DES FAMILLES BÉNÉFICIAIRES D'ENVOIS DE FONDS • Les envois de fonds ont un effet positif sur l'accès à l'eau potable et à l'assainissement, et contribuent à réduire l'écart entre zones urbaines et rurales en matière d'accès à ces services¹¹. • Afin de créer du capital social et de mutualiser les ressources pour répondre aux besoins locaux, les migrants et/ou leurs familles s'organisent souvent en associations de quartier dans leurs communautés ou en associations de ressortissants (HTA) à l'étranger. • Les HTA identifient les priorités de développement et contribuent à leur mise en œuvre par des conseils techniques et des collectes de fonds. • Les projets tiennent compte des enjeux de durabilité et du bien-être communautaire en fonction des besoins essentiels (par exemple, l'approvisionnement en infrastructures d'irrigation et d'eau potable). ACTIONS RECOMMANDÉES • <i>Appuyer</i> le capital social des groupes de migrants qui facilitent la mise en commun des fonds en faveur d'investissements dans les infrastructures d'eau et d'assainissement dans leurs régions d'origine. • <i>Promouvoir</i> des partenariats entre les autorités locales et les groupes de migrants et/ou les HTA pour identifier les priorités en matière d'eau et d'assainissement et collaborer à la conception des projets et à la mobilisation de fonds. • <i>Mettre</i> en place des incitations pour encourager les familles bénéficiaires à investir dans des infrastructures d'irrigation agricole durables assurant une gestion efficace des ressources en eau.
7 ÉNERGIE PROPRE ET D'UN COÛT ABORDABLE  ODD 7 Garantir l'accès de tous à une énergie abordable, fiable, durable et moderne	CONTRIBUTION DES FAMILLES BÉNÉFICIAIRES D'ENVOIS DE FONDS • Les envois de fonds atténuent efficacement la pauvreté énergétique dans les pays à revenu faible ou intermédiaire¹². • Ils ont un effet positif sur le patrimoine familial et la qualité de vie lorsqu'ils sont investis dans le logement, étant plus souvent utilisés pour l'amélioration de l'habitat que pour l'achat d'un logement. • Une hausse de 1% des envois de fonds est associée à une augmentation de 0,5 à 0,8% de la consommation d'électricité¹³. • Des solutions abordables existent déjà pour les ménages pauvres et leurs communautés, notamment des appareils de cuisson efficaces et des technologies d'énergie propre. • Les projets communautaires locaux peuvent tirer parti des technologies énergétiques propres, particulièrement adaptées aux zones rurales isolées non raccordées au réseau électrique. ACTIONS RECOMMANDÉES • <i>Promouvoir</i> l'utilisation des envois de fonds pour financer des projets solaires à usage domestique, avec la possibilité d'élargir ces initiatives au niveau communautaire grâce au soutien des secteurs public (local et national), privé et des institutions financières internationales. • <i>Mettre</i> en place des incitations pour permettre aux familles bénéficiaires d'envois de fonds d'investir dans des projets d'énergie propre, notamment pour la distribution de systèmes solaires ou d'équipements abordables fondés sur des sources d'énergie durable.

⁹ Roger Tsafack & Ronald Djeunankan, 2021. "Do remittances improve access to safe drinking water and sanitation in developing countries", Economics Bulletin, AccessEcon, vol. 41(4).

¹⁰ OCDE (2017) Interrelations entre les politiques publiques, les migrations et le développement.

¹¹ Roger Tsafack & Ronald Djeunankan, 2021. "Do remittances improve access to safe drinking water and sanitation in developing countries", Economics Bulletin, AccessEcon, vol. 41(4).

¹² Barkat, Alsamara, Mimouni (2023) "Can remittances alleviate energy poverty in developing countries? New evidence from panel data", Energy Economics, 119.

¹³ Agradi (2023) "Does remittance inflow influence energy poverty?" Applied Energy, 335.

12 CONSOMMATION ET PRODUCTION RESPONSABLES  ODD 12 Garantir des modes de consommation et de production durables	CONTRIBUTION DES FAMILLES BÉNÉFICIAIRES D'ENVOIS DE FONDS • En augmentant leur pouvoir d'achat et en faisant évoluer leurs habitudes de consommation, les familles bénéficiaires peuvent répondre à leurs besoins et aspirations tout en respectant les limites écologiques de la planète. • Ces familles sont aussi des consommatrices régulières de produits emblématiques de leur pays d'origine. • Le commerce de ces produits ainsi que le tourisme lié à la diaspora représentent des sources de revenus significatives pour les pays d'origine. Les diasporas peuvent faire office de passerelles vers des marchés plus vastes, tant pour les produits que pour le tourisme local. ACTIONS RECOMMANDÉES • <i>Développer</i> des programmes de sensibilisation dans les communautés bénéficiaires d'envois de fonds pour encourager l'adoption de modèles de consommation respectueux de l'environnement et la priorité donnée aux investissements productifs plutôt qu'aux dépenses de luxe. • <i>Promouvoir</i> l'investissement des envois de fonds dans des projets familiaux et communautaires de tourisme durable et d'agrotourisme qui, en plus de créer des emplois décents, soutiennent la culture locale, l'artisanat, l'agrobiodiversité et la gastronomie.
13 MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES  ODD 13 Agir d'urgence pour lutter contre le changement climatique et ses conséquences	CONTRIBUTION DES FAMILLES BÉNÉFICIAIRES D'ENVOIS DE FONDS • Les migrations sont de plus en plus souvent une conséquence du changement climatique. Les envois de fonds et les investissements de la diaspora jouent un rôle essentiel dans l'atténuation de ses effets négatifs et permettent de faire face aux pertes de revenus causées par les chocs météorologiques. • Les familles bénéficiaires sont davantage susceptibles d'adopter des stratégies et des solutions pour minimiser les effets du changement climatique¹⁴. • Les envois de fonds favorisent l'adoption de cultures plus durables ainsi que d'activités économiques hors agriculture. Parmi les exemples figurent: le soutien à des entreprises locales proposant des solutions de lutte contre les inondations, une utilisation plus efficace de l'eau, des systèmes d'irrigation améliorés, et des matériaux de construction résistants aux tempêtes, à la chaleur et au vent. ACTIONS RECOMMANDÉES • <i>Appuyer</i> le développement et la mise à disposition, par les institutions financières locales, de produits d'assurance indiciaire climatique liés aux envois de fonds, destinés aux familles bénéficiaires dans les zones rurales. • <i>Encourager</i> les investissements de la diaspora dans des entreprises locales proposant des produits et services conçus pour mieux gérer l'exposition aux risques climatiques tels que la sécheresse, les pénuries d'eau, les inondations, les ondes de tempête, les vagues de chaleur, les vents cycloniques, les changements dans les régimes de précipitations, les incendies de forêt et les espèces ravageuses envahissantes.

8 TRAVAIL DÉCENT ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE  ODD 8 Promouvoir une croissance économique soutenue, inclusive et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous	CONTRIBUTION DES FAMILLES BÉNÉFICIAIRES D'ENVOIS DE FONDS • Les ressources financières issues des envois de fonds et l'épargne des migrants dans les pays d'accueil renforcent la disponibilité de capitaux dans l'économie en général. Leur impact peut être démultiplié lorsqu'elles sont associées à des services financiers et entrepreneuriaux adaptés. • Les travailleuses et travailleurs migrants disposent d'atouts majeurs: connaissances, compétences et réseaux. • En matière de développement, leurs investissements dans les micro, petites et moyennes entreprises (MPME) permettent effectivement de créer des emplois et de générer des revenus dans les communautés locales. • L'épargne annuelle de la diaspora des pays en développement est estimée à environ 400 milliards d'USD¹⁵. ACTIONS RECOMMANDÉES Constitution d'actifs et épargne • <i>Reconnaître</i> que l'inclusion financière de dizaines de millions de familles bénéficiaires d'envois de fonds constitue une opportunité majeure pour renforcer l'impact économique au niveau des ménages, des communautés et du système financier dans son ensemble¹⁶. • <i>Mettre</i> en place des incitations pour que le secteur privé développe des services adaptés liés aux envois de fonds et propose des produits d'épargne à une large population encore non desservie. • <i>Promouvoir</i> l'éducation financière en tant que pilier de l'inclusion financière afin de renforcer l'utilisation des services financiers par les travailleuses et travailleurs migrants, les réfugiés et leurs familles. Investissements de la diaspora • <i>Reconnaître</i> l'effet transformateur des investissements de la diaspora et de l'épargne des bénéficiaires sur leurs moyens de subsistance et leurs communautés, en stimulant la création d'emplois et les opportunités génératrices de revenus, en particulier dans les zones rurales. • <i>Étendre</i> et adapter les services financiers et les mécanismes de soutien à l'entrepreneuriat pour permettre aux travailleuses et travailleurs migrants d'investir directement – ou via des véhicules d'investissement – dans les PME de leur pays d'origine.
---	--

¹⁴ Recherche de Musah-Surugu, Ahenkan, Bawole, Darkwah, "Migrants' remittances: A complementary source of financing adaptation to climate change at the local level in Ghana" (2017), International Journal of Climate Change Strategies and Management, 10 et Babagaliyeva, Kayumov, Mahmudullozoda, Mustaeva, *Migration, remittances and climate resilience in Tajikistan* (2017) et FIDA, *Remittances for climate change adaptation in Mali* (2024).

¹⁵ Ratha, Dilip Kumar; Mohapatra, Sanket. Preliminary estimates of diaspora savings (anglais). Migration and development brief; no. 14 Washington, DC: Banque mondiale.

¹⁶ Barkat, Mimouni, Alsamara, Mrabet (2024), "Achieving the sustainable development goals in developing countries: The role of remittances and the mediating effect of financial inclusion", International Review of Economics & Finance Volume 95.

10 INÉGALITÉS RÉDUITES



ODD 10

Réduire les inégalités au sein des pays et entre eux

10.c

D'ici à 2030, réduire à moins de 3 % les coûts de transaction des envois de fonds des migrants et éliminer les couloirs d'envois de fonds dont les coûts sont supérieurs à 5 %.

CONTRIBUTION DES FAMILLES BÉNÉFICIAIRES D'ENVOIS DE FONDS

- La réduction des coûts de transaction liés aux envois de fonds peut augmenter sensiblement le revenu disponible des familles bénéficiaires. • Si les coûts moyens mondiaux étaient réduits à 3%, les familles bénéficiaires pourraient économiser jusqu'à 20 milliards d'USD supplémentaires par an¹⁷. • Les campagnes de sensibilisation et d'information menées par la société civile contribuent à promouvoir de meilleures conditions de travail pour les travailleuses et travailleurs migrants.

ACTIONS RECOMMANDÉES

Environnement favorable et réglementation

- *Adapter* les réglementations aux transactions à faible valeur unitaire afin d'éviter des procédures excessives, contre-productives et coûteuses. • *Reconnaître* que les pratiques de dérisquage appliquées par certaines institutions financières internationales empêchent de nombreuses sociétés de transfert de fonds d'accéder au système financier, ce qui menace leur viabilité et entrave la capacité des travailleuses et travailleurs migrants à envoyer des fonds à leur famille, en particulier dans des contextes fragiles. • *Reconnaître* que les accords d'exclusivité continuent de limiter la concurrence et la baisse des coûts, notamment dans les pays desservis par des corridors à faible volume ou dans les zones rurales. • *Noter* que la taxation des envois de fonds est contre-productive, car elle favorise le recours à des circuits informels. • *Renforcer* la transparence des marchés en fournissant aux utilisateurs finaux des informations accessibles sur les coûts, les mécanismes de réclamation, les nouveaux canaux de transfert et les services associés. • *Élaborer* dans les pays bénéficiaires des plans nationaux «pangouvernementaux» sur les envois de fonds afin de mieux exploiter le potentiel des envois et des investissements de la diaspora pour le développement local. • *Soutenir* l'expansion des marchés liés aux envois de fonds et aux investissements de la diaspora, ainsi que des services associés, en mettant à disposition des données fiables et accessibles aux niveaux macro, méso et micro.

Concurrence et coût

- *Encourager* les prestataires de services de transfert de fonds (PSTF), des deux côtés des corridors d'envoi, à adopter des modèles commerciaux compétitifs et à investir dans des canaux de distribution et des produits plus inclusifs et rentables, afin de réduire les coûts de transaction et d'atteindre l'objectif de 3% fixé par les ODD. • *Soutenir* un environnement réglementaire favorable, proportionné et prévisible pour les innovateurs technologiques – notamment les FinTechs, les opérateurs de téléphonie mobile et les institutions financières non bancaires – afin de faciliter leur entrée sur le marché, d'atteindre jusqu'au dernier kilomètre et d'intégrer les services financiers aux flux d'envois de fonds.

La communauté internationale, conformément à l'ODD 17, s'est engagée à œuvrer de manière concertée pour renforcer l'impact des transferts de fonds sur le développement.

17 PARTENARIATS POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS



ODD 17

Renforcer les moyens de mise en œuvre et revitaliser le partenariat mondial pour le développement durable

CONTRIBUTION DES FAMILLES BÉNÉFICIAIRES D'ENVOIS DE FONDS

- Grâce à des initiatives telles que le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières, la communauté internationale reconnaît de plus en plus que les envois de fonds représentent un soutien vital pour des centaines de millions de personnes à travers le monde, et s'emploie à en renforcer l'impact sur le développement des familles et des communautés.

ACTIONS RECOMMANDÉES

- *Promouvoir* la cohérence des politiques entre les institutions gouvernementales afin de créer des synergies entre les priorités nationales qui reconnaissent la contribution des travailleuses et travailleurs migrants aux plans de développement. • *Encourager* des partenariats public-privé qui favorisent l'adoption de solutions technologiques visant à réduire l'usage des espèces, en particulier dans les zones rurales, reculées ou mal desservies. • *Appuyer* la reconnaissance officielle de la Journée internationale des envois de fonds des familles en tant que témoignage de la contribution essentielle des migrants à leur famille, à leur communauté et au développement durable de leur pays d'origine.

¹⁷ Basé sur des calculs de la Banque mondiale, Remittance Prices Worldwide data. <https://remittanceprices.worldbank.org>

Dans le cadre de cet effort, la communauté internationale célèbre chaque année la **Journée internationale des envois de fonds à la famille (IDFR)**, officiellement adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies en 2018. Depuis sa première édition en 2015, l'IDFR a reçu un soutien sans précédent de plus de 50 agences des Nations Unies, d'agences nationales de développement, ainsi que de nombreuses institutions et réseaux internationaux. Le secteur privé — y compris les banques, les fintechs et les prestataires de services de transfert de fonds — s'est largement mobilisé en faveur de l'IDFR. Cela inclut 6 000 banques d'épargne et de détail dans plus de 80 pays, plus de 100 sociétés de paiement émergentes et plus de 1 000 opérateurs de téléphonie mobile.



**Journée internationale
des envois de fonds à la famille
16 JUIN**

Cette publication, produite dans le cadre de la campagne IDFR 2025
«Les envois de fonds: un flux financier pour le développement», actualise et
enrichit le rapport de 2018 *Transferts de fonds et développement durable*.

Fonds International de Développement Agricole (FIDA)

Le FIDA est une agence spécialisée des Nations Unies
et une institution financière internationale, qui a pour
mandat d'investir dans les populations rurales afin
d'éradiquer la pauvreté dans les pays à revenu faible
ou intermédiaire.



Fonds international de développement agricole
Via Paolo di Dono, 44 - 00142 Rome, Italie
Téléphone: +39 06 54591 - Télécopie: +39 06 5043463
Courriel: ifad@ifad.org
www.ifad.org

 facebook.com/ifad
 instagram.com/ifad_org
 linkedin.com/company/ifad
 x.com/ifad
 youtube.com/user/ifadTV

Mai 2025

Mécanisme de financement pour l'envoi de fonds (MFEF)

Le Mécanisme de financement pour l'envoi de fonds
du FIDA, doté de 75 millions d'USD, vise à maximiser
l'impact des envois de fonds sur le développement
et à promouvoir l'engagement de la diaspora dans
les pays d'origine des travailleurs migrants.



Mécanisme de financement pour l'envoi de fonds

Courriel: remittances@ifad.org
www.ffremittances.org

 [linkedin.com/company/financing-facility-
for-remittances-ffr](https://linkedin.com/company/financing-facility-for-remittances-ffr)
 x.com/FFRemittances